*Le waqf dans l'espace islamique, outil de pouvoir socio-politique*, organisé et présenté par Randi DEGUILHEM, préface d'A. Raymond. Institut français de Damas, Damas, 1995. 17 × 24 cm, 337 + 100 p. avec index.

Voici un nouvel ouvrage collectif sur l'institution du *waqf*. Seize contributions, dont trois en langue arabe, analysent divers aspects de cette institution dans différentes régions de « l'espace islamique » : cinq portent sur l'Égypte et plus particulièrement sur la ville du Caire, trois sur la Syrie (deux sur Damas, une sur Alep et sa région), deux sur le Liban, deux sur la Tunisie, une sur le Maroc, une sur l'Algérie, une sur l'Inde (mais débordant sur le Pakistan et d'autres pays) et une dernière, plus générale, sur ce phénomène dans les Balkans et le Proche-Orient.

Diversité des aires géographiques, mais également diversité des périodes étudiées : on compte deux contributions sur la période médiévale, neuf sur la période moderne, quatre sur la période contemporaine, une enfin plus générale difficilement classable; variété de plus des situations analysées, qui regroupe des approches plus méthodologiques de corpus d'archives et des études de cas, fondations constituées par un personnage au Caire ou à Damas, par une famille à Alep et dans sa région, des *waqf*s musulmans principalement, mais également des *waqf*s, chrétiens dans le Mont-Liban, l'intervention d'une administration coloniale (en Algérie) ou de l'État (en Inde) afin de contrôler cette institution et sa gestion de sources de revenus souvent considérables.

Ce large éventail d'études reflète la diversité et la vitalité certaines des recherches menées sur cette institution dans la communauté scientifique internationale, représentée ici par des chercheurs de différentes nationalités, du Maghreb et du Machreq, d'Europe et des États-Unis. Certes, elles ne couvrent pas le monde musulman dans son ensemble mais il est impossible, reconnaissons-le, pour des raisons de place et de temps, de réunir dans une seule publication tous les spécialistes; de plus, un ouvrage publié récemment, F. Bilici éd., *Le waqf dans le monde musulman contemporain...*, Istanbul, 1994, traitait plus particulièrement de l'Empire ottoman, de la Turquie contemporaine et des Balkans.

Il est difficile de rendre compte ici de toutes les contributions; certaines, toutefois, peuvent retenir l'attention en raison d'apports nouveaux et novateurs, sur une aire géographique, une période historique ou sur le plan de la méthode. J.-Cl. Garcin et M.A. Taher, *Les waqf*s *d'une madrasa du Caire au XV^e^ siècle* (p. 151-186), dans une lecture fort minutieuse d'actes de *waqf*s d'un eunuque mamelouk, analysent la logique de la constitution d'un ensemble de propriétés urbaines dont les revenus sont affectés à un bâtiment principal, une *madrasa*. C'est également les stratégies des investissements urbains et ruraux d'un grand notable alépin du XVIII^e^ siècle à travers, entre autres, deux de ses *waqf*s que cerne M. Salati, *Urban notables, private waqf and capital investment* (p. 187-201). C'est une approche plus « politique » que propose R. Van Leeuwen, *The Maronite waqf of Dayr Sayyidat Bkirkī...* (p. 259-275) : il illustre, à travers l'étude d'un cas également, plusieurs aspects de la pratique et de l'évolution du *waqf* maronite — que l'on connaît peu ou mal — marqués et modelés, au cours du XVIII^e^ siècle, en partie

BCAI 13 (1997) R. Deguilhem (éd.): Le waqf dans l'espace islamique, outil de pouvoir socio-politique, recensé par J.-P. Pascual
© IFAO 2025 BCAI en ligne http://www.ifao.egnet.net

par les luttes entre diverses parties religieuses et civiles pour le contrôle des fondations chrétiennes.

Ce n'est plus l'étude d'un *waqf*, de ceux d'un personnage ou d'une famille, mais plus largement l'exploitation d'un corpus qu'envisagent d'autres auteurs. S. Denoix, *Pour une exploitation d'ensemble d'un corpus* (p. 29-44), propose l'analyse d'un corpus de *waqf*s mamelouks sur quelques points précis (onomastique, toponymie, stipulations diverses) en vue de mieux appréhender, outre les stratégies des investissements des élites tant dans la capitale qu'en province et leur gestion des patrimoines ainsi constitués, leur évolution dans la durée. Un souci similaire d'approche se retrouve dans la contribution de R. Deguilhem, *Approche méthodolgique* (sic) *d'un fonds de waqf...* (p. 45-70) qui porte sur la ville de Damas au XIXe siècle à partir de transactions effectuées sur des biens *waqf*, et plus particulièrement dans celle d'A. Henia, *Pratique habous, mobilité sociale et conjoncture à Tunis à l'époque moderne* (p. 71-100), qui, étudiant d'une manière sérielle un corpus de documents relatifs à des familles de notables de Tunis, montre que le phénomène de multiplication des habous n'est pas nécessairement lié à des moments marqués par l'insécurité politique ou des « catastrophes économiques ou démographiques », comme on le soutient souvent, mais qu'il peut être le produit d'une conjoncture de dynamisme économique excessif.

D'autres contributions laissent le lecteur sur sa faim, voir le déroutent : celle de Z. Ghazzal, *Lecture d'un waqf maronite...* (p. 101-120), qui ne tient pas les promesses d'une approche originale annoncée sur l'analyse du discours juridique d'une procédure de « cession fictive » d'un *waqf*, tandis que l'on aurait souhaité que celle de M. ʿAfīfī, *Al-Awqāf wa al-milāḥa al-baḥriyya...* (p. 87-100, partie arabe) soit plus développée, mais l'auteur ne disposait sans doute pas des documents adéquats pour une analyse plus approfondie. Plus ponctuellement, le lecteur peine à suivre J.-Cl. Garcin et M. Taher dans le véritable casse-tête que représente la compréhension des données d'orientation des bâtiments cairotes; il s'interroge sur les catégories ou groupes tels que les définit R. Deguilhem (p. 53) en se fondant essentiellement sur les « titres » portés par les personnages : pourquoi, par exemple, les *bāšā* et les *bey* sont-ils des « notables civils » et non pas des « militaires », au même titre, si l'on peut ainsi s'exprimer, que les *amīr*, *bāšī* et *bašša* (?). Il relève également que, p. 198, n. 54, le *ḫuluw* d'une boutique est qualifié de synonyme de *gedik*, affirmation apparemment contestée (p. 219) par un autre auteur : à l'évidence, ce thème mérite, sans doute, de plus amples recherches par région et par période.

Des index, toujours utiles, ont été confectionnés (à la hâte?) et les contributions en langue arabe ont été apparemment ignorées. On regrettera également, les nombreuses « coquilles » qui ont échappé à la vigilance des auteurs et des correcteurs, entachant certains textes plus que d'autres. On ne peut ici en dresser une liste exhaustive qui serait ennuyeuse, mais relevons cursivement dans différents registres : p. 35, pour les pourcentages, l. 18, lire 1,73, au lieu de 1,76, erreur bénigne, et ligne suivante, au lieu de 1,73, 15,6 erreur plus gênante; p. 45, en titre, « méthodolgique » repris dans la têtière de l'article avec la belle cohérence qu'autorise la saisie sur ordinateur; p. 207, le quartier « Fašla » ʿAskariyya est à lire vraisemblablement « Qašla » (du turc, caserne), qui prend alors tout son sens dans un effet redondant, et la rue

BCAI 13 (1997) R. Deguilhem (éd.): Le waqf dans l'espace islamique, outil de pouvoir socio-politique, recensé par J.-P. Pascual
© IFAO 2025 BCAI en ligne http://www.ifao.egnet.net

Rā'ī ou Ramā située dans ce quartier est à identifier sans doute avec la rue Rāmī au sud de la mosquée Yalbuġā et de la place Mergé à Damas. Dans les index, entre autres, p. 293, l'Andra Pradesh n'est pas à notre connaissance au Pakistan; p. 303, les différents *amīr* recensés réfèrent avant tout, nous semble-t-il, à des fonctions, non à des titres; et p. 306, l'*īwān* n'est pas « une cour ouverte dans un *dār* », comme on peut d'ailleurs l'apprécier d'après les descriptions rapides données dans les pages 130, 173 et 174.

Ces réserves ou critiques formulées, il demeure que les contributions dans leur diversité élargissent les exploitations souvent partielles qui ont été faites des documents de *waqf*. Elles invitent à une lecture, ou relecture, plus approfondie de ces actes et proposent, en envisageant des analyses sérielles, des interrogations nouvelles sur cette institution et son évolution dans la durée. Espérons que les recherches en cours apporteront très rapidement des réponses.

Jean-Paul PASCUAL
(IREMAM, Aix-en-Provence)

Colette ESTABLET et Jean-Paul PASCUAL, *Familles et fortunes à Damas : 350 foyers damascains en 1700*, préface de André Raymond. Institut français de Damas, Damas, 1994. 226 p.

Les « inventaires après décès » datant de la fin du XVI^e siècle découverts à Damas et utilisés par les auteurs représentent une source d'informations restée inexploitée. On doit en effet à la bureaucratie ottomane, en place depuis 1516, d'avoir conservé les documents des tribunaux religieux à travers lesquels on peut avoir des renseignements sur les différentes classes de la population damascène alors que, pour les périodes précédentes, on devait se contenter d'informations concernant les élites et les savants.

Sur les 1 500 registres regroupant des actes de nature diverse qui sont conservés dans le « Centre des archives historiques » de Damas (avec 628 inventaires dont 470 concernant des Damascènes et 158 des successions d'étrangers voyageurs ou pèlerins morts à Damas en cours de pérégrination), les auteurs en ont retenu deux (n^os 15 et 19) qui concernent respectivement les années 1097 à 1104 / 1686 à 1693 et 1101 à 1130 / 1689 à 1717. Ils ont choisi dans ces deux registres ceux des actes qui ne présentaient pas de lacunes. Leur enquête porte ainsi sur 449 familles : si on admet l'estimation selon laquelle Damas comptait à l'époque environ 8 000 foyers pour 50 000 habitants environ, on a là un échantillon acceptable qui porte sur 5,6 % des foyers.

Les renseignements relevés dans le schéma de description mis au point pour le traitement informatique des données s'inscrivent sous différentes rubriques : noms, métier, lieu de résidence ou de travail, noms et qualité des ayants droit et des personnes qui représentent le défunt, puis viennent le chiffre de l'actif : biens meubles, immeubles et créances et le montant du passif avec les dépenses diverses : d'inhumation, d'enregistrement, de courtage, celui des dettes, enfin, le montant net de la succession tel qu'il est partagé entre les héritiers.

BCAI 13 (1997) R. Deguilhem (éd.): Le waqf dans l'espace islamique, outil de pouvoir socio-politique, recensé par J.-P. Pascual
© IFAO 2025 BCAI en ligne http://www.ifao.egnet.net